

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

25 JUIN AU 1<sup>er</sup> JUILLET 1992

N° 877

10, 00 F

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

## Colère paysanne

Les agriculteurs ne désarment pas. Malgré les propositions d'accompagnement de la Politique agricole commune (PAC) annoncées par Pierre Bérégovoy, ils multiplient les actions : blocus et barrages routiers.

Quelles sont les raisons du mécontentement, les alternatives soutenues par les syndicats agricoles et la Coordination rurale ? Guy Le Fur, porte-parole de la Confédération paysanne répond à ces questions.

**Le Monde Libertaire** : Qu'est exactement cette Politique agricole commune ?

**Guy Le Fur** : C'est d'abord la politique la plus ancienne de la Communauté européenne. C'est la plus élaborée au sein de la communauté, et on va vers un nouveau développement avec l'union monétaire... Elle remonte à 1960. Elle avait été marquée par un certain nombre de décisions politiques. Il fallait à l'époque combler le déficit alimentaire au niveau de la CEE. Pour cela, on a mis en place des prix garantis quels que soient les volumes de production. On a mis en place des moyens financiers pour développer la production. On a mis en place toute une logistique au niveau économique, au niveau recherche et au niveau vulgarisation.

**ML** : Ce n'était pas une politique condamnable ?

**Guy Le Fur** : C'était très bien. Et c'est une politique qui a réussi, même trop bien réussi. Le drame, c'est qu'une fois achevée, cette politique aurait dû être changée, puisque l'objectif pour lequel elle avait été choisie était atteint. En 1975, il n'y avait plus de déficit alimentaire. Mais on a continué à soutenir les prix quelles que soient les quantités produites. Il a donc fallu réduire sur les prix et exclure des producteurs pour maîtriser l'ensemble des productions. On est donc entré dans la logique des cas difficiles, la logique de l'élimination des agriculteurs les moins solides, ceux qui avaient le moins de moyens. Et la politique des aides publiques, au lieu d'être un moyen pour

soutenir les plus nécessiteux, a aggravé les disparités. Aujourd'hui, nous sommes certainement la catégorie sociale qui a la plus grande disparité : de 1 à 30 au niveau de l'échelle des revenus. C'est fabuleux ! Et ceci essentiellement du fait des aides publiques.

**ML** : On dispense ainsi les aides publiques à la tête du client ?

**Guy Le Fur** : Les aides publiques sont une aide au produit. Plus un agriculteur produisait, plus il recevait des fonds de l'Etat. On orientait donc la recherche sur un « produire toujours plus », et c'était l'impasse. Le budget communautaire ne cessait d'augmenter, le nombre d'agriculteurs ne cessait de diminuer, et 60% des agriculteurs n'avaient pas un revenu correct. Et on était

(Suite p. 3)



Éleveurs bretons manifestant devant la préfecture de Saint-Brieuc le 27 mars 1990, pour protester contre l'application de la taxe sur le lait. © Pascal Devaux/Sipa press.

## EDITORIAL

### De la modernité

Des mal-logés qui campent depuis plus d'un mois sur l'esplanade de Vincennes. « Envoyez les assistantes sociales pour laver les enfants, mais surtout ne parlez pas de relogement », a affirmé un responsable de la Ville de Paris.

« On vit une époque moderne », le chroniqueur radiophonique, Philippe Meyer, auteur de cette magnifique formule, chanteur de vieilles chansons anarchistes à ses heures, ne peut pas mieux dire. L'époque est formidable !

On frise les 4 millions de chômeurs et précaires dans notre bel Hexagone ; à quelques heures d'avion, nos voisins yougoslaves s'entre-tuent ; là-bas, plus loin, d'autres meurent de faim... C'est le Nouvel ordre international. Et pendant ce temps, on disserte sur l'Europe des Douze ou des Onze, on ne sait plus, après la défection du Danemark. Et de nous asséner les propos filandrieux de la classe politique, et autres inepties sur les bienfaits de l'Europe libérale qui se construit. Qui se construit avec ou sans ses 12 millions de chômeurs, avec ou sans les ex-pays « socialistes » qui viennent frapper à la porte de la Communauté dans l'espoir d'échapper à la catastrophe économique, un peu comme ces Irlandais qui ont voté « Oui » à 69% en lorgnant sur les milliards promis par Bruxelles. L'adhésion de l'Irlande à Maastricht est-elle une adhésion du cœur ou du portefeuille ? La réponse semble toute trouvée. Maastricht s'achète des voix à coups de subventions, comme pour faire oublier que se bâtit de toute façon l'Europe du capital sur le dos des plus démunis d'ici et du tiers monde.

Ah ! oui vraiment, on vit une époque moderne.

REFLEXION SUR LE LIVRE DE MICHEL SERRES... « LE CONTRAT NATUREL »

## Le philosophe et la « pensée sauvage »

A partir de ses connaissances sur le monde indien, Henri Manguy, rédacteur à *Nitassinan*, nous propose une réflexion sur l'ouvrage de Michel Serres, *Le Contrat naturel*.

A partir de la *Grande loi de la paix* de la confédération iroquoise des Six Nations, il revisite le livre de Michel Serres et en donne un éclairage différent.

DEPUIS Jean-Jacques Rousseau et le siècle dit « des Lumières », nos penseurs et philosophes se sont souvent inspirés de la « pensée sauvage » pour analyser et critiquer notre civilisation, voire pour lui proposer de nouveaux concepts, de nouvelles structures. Notre belle *Déclaration des droits de l'homme*, par exemple, doit sans doute beaucoup aux conceptions amérindiennes, comme le rappellent les Haudenosaunee (confédération iroquoise des Six Nations) dans leur *Message au monde occidental* (in *Voix indiennes*, 1979). Certes, cet « emprunt » n'est pas signalé dans le

texte de *La Déclaration des droits de l'homme* ni ailleurs, et on peut sans doute le regretter, surtout quand cet « oubli » laisse croire au monde entier que le peuple français posséderait dans son sang et ses traditions le fait démocratique. Tout juste bicentenaire, face à celle plusieurs fois millénaire des Indiens d'Amérique, cette « tradition » me paraît bien jeune pour déjà mériter ce nom. Mais même, la paternité de l'idée de « droits de l'homme » serait-elle reconnue à ses véritables géniteurs, que la fameuse déclaration reconnaît du même coup qu'elle trahit en grande partie l'originale dont

elle s'inspire, à savoir *La Grande loi de la paix* des Haudenosaunee. En effet, celle-ci ne se borne pas à définir les droits de l'homme mais s'étend à tout le monde vivant et à toutes les choses qui entretiennent la vie, y compris donc l'air, l'eau, la terre. Cet aspect essentiel a été délibérément ignoré par une société qui était déjà trop éloignée de la nature et ne voyait en celle-ci qu'une chose que l'homme devait maîtriser et qui devait se soumettre.

Elle s'est donc soumise, et de cette soumission nous constatons aujourd'hui que nous faisons les frais. Renversement imprévu, le « maître » de la nature s'aperçoit soudain qu'il a besoin d'elle, non pas comme on a besoin d'un esclave, ou d'un réservoir de matières premières, mais comme on a besoin d'une mère. Du coup, nos philosophes se replongent dans la « pensée sauvage », toujours sans la nommer, pour nous proposer de nouveaux concepts. Voici donc que surgit, sous la plume de Michel Serres, le concept de «

contrat naturel », qui n'est ni plus ni moins que, pour résumer, la partie négligée, méprisée, de *La Grande loi de la paix* des Haudenosaunee.

Ne cherchons pas à faire de procès à Michel Serres - la pensée appartient à tout le monde pourvu qu'elle serve au bien de chacun - et bornons-nous à relever dans son livre les idées « neuves » du philosophe, qui sont l'essentiel de la spiritualité indienne, cette « forme la plus élevée de conscience politique », telle qu'elle

(Suite p. 3)

Rassemblement  
de solidarité avec  
les insoumis à l'armée  
samedi 27 juin  
15 h  
place de la République  
à Paris

T2137 - 877 - 10,00 F



Numéro d'été...  
le jeudi 2 juillet 1992  
avec « Le Monde libertaire »  
n° 878.  
Reprise hebdomadaire  
le jeudi 10 septembre

F°P.3520

# Le philosophe et la « pensée sauvage »

(Suite de la « une »)

existe depuis plus de générations indiennes que nous n'avons produit de générations de philosophes.

« La Déclaration des droits de l'homme », écrit Michel Serres, ignore et passe sous silence le monde [...] Voilà pourquoi nous vouons nécessairement les choses du monde à la destruction... »

Les Haudenosaunee disaient déjà en 1972, dans leur Message au monde occidental : « Il faut que les peuples qui vivent sur cette planète en finissent avec le concept étroit de libération de l'homme et qu'ils commencent à voir que la libération est quelque chose qui doit être étendu à l'ensemble du monde naturel. Ce qu'il faut, c'est la libération de toutes les choses qui entretiennent la vie - l'air, les eaux, les arbres - toutes les choses qui entretiennent la trame sacrée de la vie. »

Dans son chapitre « Le Propre et le sale », Michel Serres écrit « ... à l'imitation de certains animaux qui compassent leur niche pour quelle demeure à eux, beaucoup d'hommes marquent et salissent, en les conchiant, les objets qui leur appartiennent pour qu'ils restent leur propre ou les autres pour qu'ils le deviennent. Cette origine stercoraire ou excrémentielle du droit de propriété me paraît une source culturelle de ce qu'on appelle pollution, qui loin de résulter, comme un accident, d'actes involontaires, révèle des intentions profondes et une motivation première. [...] Une espèce vivante, la nôtre, réussit à exclure toutes les autres de sa niche-maintenant globale : comment pourraient-elles se nourrir de ou habiter dans ce que nous couvrons d'immondices ? »

Le philosophe redécouvre ici le sens profond qui est contenu dans l'idée indienne que la Terre n'appartient pas à

l'homme mais l'homme à la Terre.

« Oubliez donc le mot environnement, poursuit Michel Serres, il suppose que nous autres hommes siégeons au centre d'un système de choses qui gravitent autour de nous, nombrils de l'univers, maîtres et possesseurs de la nature. » Constatons en effet que nous, Occidentaux, sommes les seuls à parler de l'environnement et de la nécessité de sa protection. Les Indiens, et avec eux tous les peuples tribaux, n'ont jamais songé à protéger la nature puisque leur respect pour elle et leur vie en parfaite symbiose avec elle les a toujours empêchés de la détruire.

« Voici, reconnaît d'ailleurs le philosophe, la bifurcation de l'histoire : ou la mort ou la symbiose. Or, cette conclusion

**« Il faut que les peuples qui vivent sur cette planète en finissent avec le concept étroit de libération de l'homme... »**

philosophique, jadis connue et pratiquée par les cultures agraires et maritimes - il aurait pu ajouter : connue et pratiquée encore de nos jours par les peuples traditionnels -, quoique localement et dans des limites temporelles étroites - étroites en ce qui nous concerne, ce qui n'est pas le cas des peuples amérindiens et en particulier les Haudenosaunee chez lesquels un des principes fondamentaux est de penser constamment au bien-être de sept générations à venir -, resterait lettre morte si elle ne s'inscrivait pas dans un droit. [...] Cela signifie : au contrat exclusivement social ajouter la passation



In Nitassinan n° 30, 1<sup>er</sup> trimestre 1992, BP 341, 88009 Epinal cedex.

d'un contrat naturel de symbiose et de réciprocité où notre rapport aux choses laisserait maîtrise et possession sur l'écoute admirative, la réciprocité, la contemplation et le respect, où la connaissance ne supposerait plus la propriété, ni l'action la maîtrise, ni celles-ci leurs résultats ou conditions stercoraires. »

N'est-ce pas de symbiose que parle ce paragraphe du Message des Haudenosaunee : « On nous a appris à nous porter un amour réciproque et à témoigner un grand respect à tous les êtres de cette Terre. On nous a montré que notre vie existe avec la vie de l'arbre, que notre bien-être dépend du bien-être de la vie végétale, que nous sommes les proches parents des êtres à quatre pattes. »

Dans ce document, les Haudenosaunee parlent au nom de leur peuple, mais tous les peuples indiens partagent ces mêmes grands principes. Ainsi, nous pouvons trouver dans le livre d'Ours Debout, Souvenirs d'un chef sioux (Payot, 1980), l'expression de ce même principe de symbiose : « Le Lakota était empli de compassion et d'amour pour la nature. [...] C'est pourquoi les vieux Indiens se tenaient à même le sol plutôt que de rester séparés des forces de vie. S'asseoir ou s'allonger ainsi leur permettait de penser plus profondément, de sentir plus vivement ; ils

contemplaient alors avec une plus grande clarté les mystères de la vie et ils se sentaient plus proches de toutes les forces vivantes qui les entouraient. [...] Le vieux Lakota était un sage. Il savait que le cœur de l'homme, éloigné de la nature, devient dur ; il savait que l'oubli du respect dû à ce qui pousse et à ce qui

**« Le vieux Lakota était un sage. Il savait que le cœur de l'homme, éloigné de la nature, devient dur. »**

vit amène également à ne plus respecter l'homme. »

Ours Debout écrivait cela vers 1930. Aujourd'hui, Michel Serres formule la même idée en ces termes : « Il ne connaît rien au monde, celui qui demeure dans la ville. » Et aussi : « désormais, le gouvernant doit sortir des sciences humaines, des rues et des murs de la cité [...], inventer un nouveau contrat naturel... »

Inventer ? Est-il vraiment à inventer, ce contrat naturel ? N'est-il pas plutôt à apprendre, chez ceux-là mêmes qui ne l'ont jamais oublié et qui s'évertuent à nous le faire connaître, alors que nous refusons toujours de les entendre, persuadés que nous sommes les seuls capables d'être, encore et toujours par nos « inventions », de sauver le monde de l'empoisonnement que nous lui avons concocté ?

La mort du monde par la pollution, pouvons-nous espérer l'enrayer par de nouvelles inventions, par de nouvelles techniques « non polluantes » ou « anti-pollution » ? Ce serait une grave illusion,

et Michel Serres l'a bien vu : « S'il existe une pollution matérielle, technique et industrielle, qui expose le temps, au sens de la pluie et du vent, à des risques concevables, il en existe une deuxième, invisible, qui met en danger le temps qui passe et coule, pollution culturelle que nous avons fait subir aux pensées longues, ces gardiennes de la Terre, des hommes et des choses elles-mêmes. Sans lutter contre la seconde, nous échouons dans le combat contre la première. »

Ne peut-on mieux reconnaître la valeur des traditions, en une époque où le principe sacré de « modernité » commande de jeter à bas les traditions, de mépriser toutes les connaissances qui ne sont pas sorties des laboratoires, en négligeant de prendre en compte les risques qu'il y a à expérimenter à l'échelle mondiale des techniques à peine maîtrisées seulement par quelques experts ? On échouera en effet dans le combat contre la pollution industrielle si on ne combat pas cette pollution culturelle de la « modernité » qui, niant la valeur des traditions, a tué les nôtres et est en train de tuer celles des peuples tribaux, Amérindiens et autres, les seules qui restent maintenant à l'homme, les dernières auxquelles il puisse encore se raccrocher avant qu'il ne soit trop tard. Car la pensée longue, « gardienne de la Terre, des hommes et des choses elles-mêmes », c'est non seulement celle qui voit dans le long terme (« sept générations à venir »), mais aussi celle qui s'ancre dans le lointain passé : « Les Haudenosaunee, ou Confédération iroquoise des Six Nations, existent sur cette terre depuis le commencement de la mémoire humaine. Notre culture fait partie des plus anciennes cultures qui aient existé de façon continue dans le monde. Nous nous souvenons encore des premiers actes du comportement humain. Nous nous souvenons des instructions originelles des Créateurs de la vie en ce lieu que nous appelons Etenoha, Mère Terre. Nous sommes les gardiens spirituels de ce lieu. »

Que signifie donc, en conclusion, cette nécessité de passation d'un contrat naturel entre l'homme et le monde ? Cela signifie que, tout comme nous nous sommes inspirés des « lois sauvages » ou de la « pensée sauvage » pour élaborer La Déclaration des droits de l'homme et définir les règles de nos démocraties, nous devons nous mettre à l'écoute admirative « des Amérindiens et des autres peuples tribaux dans le monde - environ 200 millions d'êtres humains - pour apprendre d'eux les lois universelles qui constituent ce contrat naturel. Et cela signifie en tout premier lieu - c'est par là que nous devons commencer - qu'il est urgent de cesser de les massacrer, de détruire ou voler leurs territoires ancestraux, de les réduire partout à l'alternative : disparaître ou s'assimiler. Il est urgent que chacun se mobilise pour que cesse ce qui non seulement est une violation permanente des droits de l'homme et des peuples inscrits dans nos constitutions, mais représente aussi la destruction irrémédiable, l'effacement définitif d'une pensée essentielle que nous n'aurons alors plus jamais le pouvoir de réinventer.

**Henri Manguy**  
(rédacteur à Nitassinan,  
revue du Comité de soutien aux  
Indiens d'Amérique)

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : 49.29.98.59.

le monde  
**libertaire**

## Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° 35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n° 95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n° 170 F	310 F	250 F
1 an	45 n° 290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays .....  
A partir du n° ..... (inclus).  
Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre   
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)   
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication : André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : Rotos de l'île-de-France,  
20, rue de la Victoire, 93150 Le Blanc-Mesnil  
Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - Publ Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

# Colère paysanne

(suite de la « une »)

en face de stocks dont on ne savait que faire. Il fallait donc une réforme de cette politique.

Mais le problème, c'est que cette réforme n'a pas été fondamentale. Il aurait fallu vraiment utiliser cette réforme comme étant un moyen de redonner des perspectives aux paysans, et un projet ambitieux pour la France et la CEE, en matière agricole. Car on sait très bien que si on limite la fonction du paysan à uniquement produire des denrées alimentaires, il n'aura plus d'avenir. Aujourd'hui, le problème n'est pas de produire, c'est d'arriver à voir l'utilité sociale du métier de paysan. Ce cadre-là, nous avons pu le constater, est primordial. Le paysan joue un rôle important dans l'équilibre écologique, la qualité du produit, la qualité de l'environnement, la qualité de l'eau, des sols. On s'oriente vers 10% du territoire qui sera occupé par 90% de la population. Le paysan a donc une fonction indispensable dans la société. Or, cela pouvait être pris en compte dans une véritable réforme de la PAC dans le cadre du métier de paysan. Or, il n'en est rien. La réforme actuelle est assez importante, mais pose beaucoup de problèmes.

**ML :** Quelles sont justement les raisons de l'opposition à cette réforme ?

**Guy Le Fur :** Premièrement, elle s'inscrit dans une logique de libre-échange. Elle prend comme référence le prix mondial d'un produit complètement déconnecté de toute réalité économique. C'est tout simplement la confrontation de l'offre avec la demande solvable. Or, la demande solvable est relativement réduite comparée à l'offre. De ce fait, le prix mondial n'a absolument aucune référence sur des coûts économiques : personne ne peut produire au prix mondial aujourd'hui. Et si le prix mondial est aussi bas, c'est qu'il y a à la clé les aides publiques provenant des pays riches.

La deuxième critique que nous faisons, c'est celle des aides publiques liées au volume de production : plus on produit, plus on est aidé. Aujourd'hui, on transforme l'aide publique en disant : nous allons lier l'aide publique aux hectares. Ainsi, plus un agriculteur possédera des hectares, plus il produira dans une région riche, plus il recevra d'aide publique. Cela, nous ne pouvons

l'accepter non plus. Et c'est absolument contraire à une règle de base de l'aide publique qui doit faire en sorte de combler les disparités.

La troisième critique, c'est une certaine généralisation du droit à produire. C'est assez compliqué à comprendre, on reste dans un jargon un peu technique... En d'autres termes, ça veut dire que demain, avec l'élaboration des nouvelles aides, les paysans pour produire devront acheter leur droit à produire. Ce qui amènera à ce que les coûts de production soient encore plus élevés...

**ML :** Vous n'êtes pas les seuls à condamner cette réforme de la PAC, il y a la Coordination rurale. En faites-vous partie ?

**Guy Le Fur :** Nous avons refusé au niveau national de participer à cette coordination parce que, autant nous sommes d'accord pour refuser les propositions de la PAC, autant nous considérons qu'il faut faire des propositions. Et sur ces points-là nous ne pouvons pas accepter le refus sans propositions de la coordination. Nous ne pouvons pas accepter la poursuite de la politique antérieure, elle aussi suicidaire pour les agriculteurs. Nous avons un autre projet.

**ML :** Qui compose cette coordination, pourquoi cette coordination ? Est-ce le syndrome infirmières ?

**Guy Le Fur :** Les militants de la coordination ont plusieurs origines. Ils viennent de la FNSEA, du CNJA ou n'appartiennent à aucune organisation syndicale. Il y a aussi des militants de la Confédération paysanne qui participent aux manifestations de la coordination ou à côté en présentant notre propre projet.

**ML :** Oui, mais pourquoi une coordination ? De la FNSEA à la Confédération paysanne, le paysage syndical agricole est loin d'être désertique ?

**Guy Le Fur :** C'est le souci de l'unité qui prédomine. Mais aussi un mécontentement de plus en plus croissant vis-à-vis de la FNSEA, qui malgré tout conserve un monopole au niveau de la représentation et de l'expression.

Le syndicat paysan, c'est pour les médias la FNSEA... De même, la FNSEA et le CNJA font pression pour interdire d'expression la Confédération paysanne ou la coordination.

Le Premier ministre a refusé de nous recevoir. Il n'a reçu que la FNSEA et le CNJA.

**ML :** Vous faites à ce point peur pour ne pas être reconnus ?

**Guy Le Fur :** Non, le gouvernement est dans une logique de cogestion avec la FNSEA, et préfère donc agir pour limiter les moyens des autres syndicats. Il faut pour le gouvernement que la cogestion entre l'Etat et la FNSEA puisse durer.

**ML :** La FNSEA est pour ou contre la réforme de la PAC ?

**Guy Le Fur :** L'Association des céréaliers, adhérente à la FNSEA, a inspiré toutes les propositions du ministère de l'agriculture et est favorable à la réforme. La FNSEA n'est donc pas très à l'aise. Elle ne veut pas être considérée comme l'inspiratrice de cette réforme. C'est l'impasse de la cogestion. Une cogestion qui a conduit les agriculteurs dans cette crise. La FNSEA essaye donc aujourd'hui de négocier des milliards pour faire avaler la pilule, comme d'habitude... en maniant, s'il le faut le double langage.

**ML :** Les agriculteurs lucides devraient logiquement vous rejoindre, adhérer à la Confédération paysanne. (1)

**Guy Le Fur :** Nous avons un réel problème de communication. Nous n'avons aucune possibilité d'intervenir à la télévision, par exemple. Nous n'arrivons pas à expliquer nos positions.

Et puis, aujourd'hui, l'agriculture est très bien infiltrée par le lobby agro-alimentaire qui essaye de faire miroiter les capacités des paysans à s'en sortir dans le système productiviste. De ce fait-là, de nombreux agriculteurs espèrent que ça va être le voisin qui va être mangé, et que eux y échapperont. On les a formés pour cela : vous êtes de bons producteurs, vous devez produire davantage, nous avons les outils appropriés, donc investissez... C'est un langage qui plaît à certains.

**ML :** Si Bérégoz vous avait reçu, que lui auriez-vous dit ?

**Guy Le Fur :** Il faut une autre politique agricole, ambitieuse.

La France a des atouts, c'est un pays riche. Entre le projet qui prévoit 100 000 à 200 000 exploitants et le nôtre, basé sur 800 000 paysans, il y a un écart de 1 800 000 emplois, ce n'est pas rien.

C'est la première chose que je dirais à Bérégoz. Deuxième chose, l'aide de l'Etat doit réduire les disparités, et non le contraire. Enfin, il faut une répartition équilibrée entre les régions riches et pauvres. Conclusion, il faut une modification fondamentale de sa politique économique et sociale.

**ML :** Quelles sont les actions que vous allez entreprendre ?

**Guy Le Fur :** Dès maintenant, nous agissons, notamment en Vendée, contre la répartition inégalitaire des primes versées aux agriculteurs.

Contre l'actuelle réforme de la PAC, la Confédération paysanne demande aux pouvoirs publics d'organiser un référendum sous la responsabilité des chambres d'agriculture à partir du texte suivant : « Nous, paysans, rejetons l'accord sur la réforme de la PAC conclue le 21 mai 1992. Nous demandons la mise en chantier d'une nouvelle politique agricole commune qui garantira un revenu à chacun et une répartition de la production entre tous les paysans et sur l'ensemble du territoire, conditions indispensables pour des campagnes vivantes ».

Propos recueillis par Alain Dervin

(1) Confédération paysanne, 17, place de l'Argonne, 75935 Paris cedex 19. Tél. : 40.35.17.29. FAX : 40.35.17.25. N. B. : Nous publierons dans le n° 878 la position de la Confédération paysanne sur le sommet de Rio-de-Janeiro.

BILLET D'HUMEUR

## Vive la charité !

Il est toujours réconfortant de voir les riches animés de bonnes intentions à l'égard de leurs amis pauvres. Quoi de plus émouvant en effet qu'un bourgeois plein aux as condescende à gratifier le prolétaire d'un viatique, qui lui permettra de tenir jusqu'à l'été ?

Christian Pellegrin fait partie de ces bons riches. Il a donné trois millions de francs à des œuvres humanitaires !

Heureusement, il lui en reste un peu. A Gien, notamment, il possède une petite propriété, à la Paillardière, près de Nevoay (Loiret). Un pied à terre. Pour très grands pieds : quatre cents hectares.

Mais ce n'est pas tout ! Il dispose aussi d'une écurie, ou plutôt d'un « complexe équestre ». C'est bien aussi une sorte d'écurie, mais avec des aménagements. Notamment une « piscine pour chevaux ». Il a des chevaux qui ne travaillent pas, alors forcément, plutôt que de les laisser traîner dans la rue, quand ils s'ennuient, il les envoie se baigner à la piscine.

Mais ce n'est pas tout ! Il a encore un petit musée personnel. Enterré, sinon ça fait des jaloux. Et climatisé, sinon les voitures de collection, elles s'enrhumment. Les voitures de collection, ce n'est pas comme les 4L du prolo. C'est fragile des bronches.

Mais ce n'est pas tout ! Il a également une station de distribution de carburant pour hélicoptères. Les stations services pour hélicoptères, c'est trop rare, hélas ! sur nos nationales.

Il a encore beaucoup d'autres choses, M. Pellegrin. Qu'il a acheté avec de l'argent. Honnêtement gagné, bien sûr ! En économisant, sou après sou.

Peut-être aussi en escroquant un peu. Par exemple, on l'avait cité, Christian Pellegrin, dans l'affaire de la tour BP. Cité seulement, à titre documentaire. Le vrai coupable s'est suicidé. Un gars qu'avait pas la conscience tranquille, la preuve, il s'est pendu après s'être tiré une balle dans la tête. Tellement le remords le rongea. L'affaire est classée. C'est un double suicide. De variété rare, puisqu'il n'y a qu'une seule victime.

Malheureusement pour Christian Pellegrin, voilà qu'il est encore l'objet des tracasseries de la justice. Une sombre histoire d'abus de biens sociaux. On parle de milliards, qui auraient servi à l'achat de la propriété de la Paillardière. Un juge d'instruction est venu s'instruire jusque chez lui ! Il paraît que c'est effectivement très instructif. Et M. Pellegrin pourrait être amené d'ici peu à réduire son train de vie.

Peut-être même qu'il va falloir revendre la piscine ! Ça vraiment, c'est vache. Surtout pour les chevaux.

Guimou de la Tronche

### CONTRACEPTION : MANIF AVANCÉE

Le rassemblement devant Matignon, prévu pour le jeudi 25 juin, a été avancé au mercredi 24 du fait d'une garden-party conviée par le Premier ministre et d'une interdiction à tout rassemblement en conséquence.

D'une part, Bérégoz interdit la campagne d'information « La contraception, pour ne penser qu'à l'amour », orchestrée par le secrétariat aux Droits des femmes ; mais d'autre part, les festivités du 14 Juillet sont ramenées au jeudi 25 juin en ce qui concerne Matignon. Et la résurrection du Christ se fera-t-elle avant sa naissance pour qu'ainsi on ne se pose plus de questions sur la virginité de Marie ?

### Le routage du ML communique

Certains de nos abonnés se plaignent de ne pas toujours recevoir le *Monde libertaire* régulièrement, qu'ils veulent bien nous en excuser. Nous avons procédé, il y a quelques mois, à l'informatisation de notre système de routage. Or, il n'est pas encore tout à fait fiable, ce qui nous occasionne quelques erreurs dans le suivi de nos abonnements.

Que cela ne vous empêche pas de vous abonner ou de vous réabonner, au besoin en faisant des réclamations s'il y a lieu. Nous espérons qu'à la rentrée de septembre tout rentrera dans l'ordre.

## Nouvelles du front

### RÉFRACTAIRES CONDAMNÉS

Nous apprenons diverses condamnations d'insoumis : Marc Vernier, objecteur-déserteur, vient d'être condamné à 10 mois de détention par le tribunal d'Orléans ; Pierre Serres a

été condamné à 6 mois par le tribunal de Toulouse.

Quant à Bruno Bonnefoy et François Wargnies, condamnés à 6 mois de prison et au retrait du statut, ils passeront prochainement en cassation.

### Dernière conférence-débat de l'Union régionale parisienne de la FA

• Vendredi 26 juin - 20 h 30

« Qu'est-ce que la Fédération anarchiste ? - Pourquoi, comment s'organiser, lutter aujourd'hui ? »

Au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette (M<sup>o</sup> Blanche ou Abbesses), 75018 Paris.

### CEMPUIS une expérience d'éducation libertaire à l'époque de Jules Ferry



Paul Robin, l'animateur de Cempuis, de 1880 à 1894.

Nathalie Brémand  
éditions  
du Monde Libertaire

Cet ouvrage de 160 pages est disponible à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, au prix de 80 F (port non compris). Chèque à libeller à l'ordre de Publico.

Le jeudi 25 juin, à 18 h 30, à l'occasion de la sortie de l'ouvrage *Cempuis, une expérience d'éducation libertaire à l'époque de Jules Ferry*, les éditions du Monde Libertaire organisent à notre librairie un cocktail où Nathalie Brémand présentera son livre.

Henri Manguy à Nitassinan, le soutien aux Indiens d'Amérique)

ALCATEL SAINT-NICOLAS

# Histoire d'une usine qui va mourir

Plus rien ne va à l'usine normande Alcatel Saint-Nicolas, située près de Dieppe. L'entreprise est en passe de mettre la clé sous la porte. Le 10 juillet, déjà les deux tiers des salariés vont devoir passer à la trappe du chômage. Regard sur une usine qui meurt par nos camarades du groupe anarchiste de Dieppe.

**C**HAUDE ambiance, ce mercredi 10 juin, dans les quatre cars qui emmènent les salariés d'Alcatel Saint-Nicolas. Les employés de cette usine qui fabrique des téléphones près de Dieppe se dirigent vers Paris où se trouve le siège de la maison mère Alcatel-Alsthom (ex-CGE). Dans un mois exactement, on connaîtra les noms des 285 qui vont être licenciés ou mis en pré-retraite (soit les deux tiers du personnel).

De mémoire d'une ouvrière qui a vingt ans d'usine, c'est la première fois qu'on fait grève. Aussi bien du temps d'Ericson que de Thomson, l'histoire de l'usine de Saint-Nicolas est celle de longues années de paix sociale. Pourtant, comme ailleurs, il y a eu matière à lutte. De plus de 800 salariés, il y a cinq ans, on est passé à 430. Au début, la direction jouait sur du velours : non-embauche des contrats à durée déterminée, pré-retraite, départs volontaires... Et puis il y a eu, l'année dernière, juste avant les vacances, un plan « social » de 173 suppressions d'emplois, dont 44 FNE (pré-retraites) sur les 620 d'origine. Pas un jour de grève ! C'est passé comme une lettre à la poste. A la rentrée, ceux qui ne furent pas mis à la porte, seront « invités » à faire des heures supplémentaires au plus grand mépris du droit du travail. Pour les licenciés, une « mission emploi » encadrée par des salariés de l'usine est mise en place. Sur les 129 licenciés non FNE, la direction annoncera huit mois plus tard que 25 sont reclassés ou en cours de reclassement. En fait, une poignée retrouvera du travail.

Un matin, quelque temps après ces pénibles jours de juillet, on a vu le délégué CFDT et ses gens distribuer un tract. Allait-il enfin se passer quelque chose ? Tu parles ! C'était le jour de la grève générale appelée par FO et la CGT (sans effet chez nous) et notre délégué, pour ne pas rester en plan, s'étendait en de longues considérations comme quoi la logique de confrontation salarié-patron c'était dépassé, et qu'il fallait se mettre à l'ère de la cogestion... Bureaucrate, au lieu de faire de la philosophie, quitte tes bureaux du Comité d'entreprise, traverse la cour, rentre dans l'usine et ouvre les yeux ! Quand ils auront bien pressé le citron, qu'ils auront envoyé notre boulot au far-east, comme disent ces cow-boys de l'an 2000, de quoi vas-tu dialoguer avec eux ? Comment nous faire avaler la pilule ?

De ce délégué, qui a fait le tour des trois syndicats, une ouvrière dit : « J'ai été au syndicat avec lui cinq ans, jamais il n'a pris la parole pour l'ouvrier ! ».

Des syndicats, d'ailleurs, les salariés se méfient. Les syndicalistes CGT, CFDT et



FO qui, signe caractéristique, préfèrent se présenter aux élections du CE qu'à celles des délégués du personnel, sont soupçonnés de festoyer avec la direction, et on te déconseille d'aller leur rendre visite. « Cinq minutes après les avoir quittés, le directeur-adjoint reçoit un coup de fil... ». Réalisme ? Paranoïa ? Les rumeurs courent vite, mais la vérité se situe certainement entre les deux.

Pour l'heure, tout ça est oublié, syndicalistes, candidats libres, syndiqués, non syndiqués se retrouvent unis dans ces cars qui roulent sur la route qui descend sur Paris. Le ressentiment va plutôt vers les autres, ceux qui sont restés à l'usine (plus de la moitié du personnel). Demain, on apprendra que l'usine a pu tourner. Mais qu'attendent-ils, ceux-là ? On va virer les deux tiers des gens le 10 juillet, le tiers

Nous arrivons dans la région parisienne, les premiers blocs de béton font leur apparition, par hasard notre route croise un de nos bureaux d'études à Colombes : un superbe bâtiment en verre teinté. Une employée s'exclame : « Vous voyez bien qu'il y a de l'argent chez nous. C'est avec notre sueur qu'ils peuvent se payer tout ça ! » T'as tiré dans le mille, camarade, seulement ta sueur ne leur rapporte pas encore assez d'argent (ils n'en auront jamais assez), car la sueur du far-east est meilleur marché.

Cet étalage de richesse et de domination, nous y goûterons encore plus d'une heure en traversant la Défense et les Champs-Élysées dans les embouteillages parisiens.

Nous sommes enfin arrivés rue de la Boétie, dans le huitième arrondissement,

« ...la paix sociale à Saint-Nicolas et l'augmentation exemplaire de la productivité de cette usine n'ont pas empêché la direction de sacrifier ce site. »

restant aura peut-être un sursis de quelques mois. Individualisme, individualisme pourri, vérole qui nous entraîne tous dans les gouffres de l'esclavage !

Les verts pâturages de Normandie défilent devant nous, ici la sécheresse n'a pas l'air d'avoir encore vraiment sévi ! Certains doivent penser qu'ils vont être contraints de quitter tout ça : il faut savoir être mobile ! L'ennui, c'est que la mobilité, elle va toujours dans le même sens : vers les nouvelles mégapoles ou les super-régions. L'Alsace par exemple, où une partie de notre boulot et de nos machines est partie en douce.

On parle de décentralisation, mais il faudrait dire multi-centralisation, car on est en train de nous fabriquer des petits Paris partout, à Lille, Strasbourg et ailleurs... Pour notre pays, c'est *no future*, la désertification économique, au mieux le tourisme, sortez les habits folkloriques !

A Dieppe, toutes les boîtes licencient : Renault, Vinco, la ligne ferry qui relie Dieppe à Newhaven. Des élus locaux de Dieppe et de Saint-Nicolas sont venus avec nous, car naturellement la fin de l'usine ne touche pas que les familles de ses salariés. Alcatel représente 30% des taxes professionnelles de la mairie de Saint-Nicolas.

au siège d'Alcatel-Alsthom. Nous déployons nos banderoles... embouteillage, coups de klaxons, il paraît qu'il y a une quarantaine de manifestations par jour à Paris. En plus, aujourd'hui, on reçoit la reine d'Angleterre, pauvres parisiens, on comprend qu'on veuille délocaliser !

Bientôt, nous sommes rejoints par les salariés des autres usines, Brest et Woerth en Alsace. Applaudissements, conversations chaleureuses. Bien que nous soyons les plus touchés du fait de la restructuration géographique, c'est tout le groupe Alcatel-Business Systems qui doit morfler. Il y a 745 licenciements prévus sur les cinq sites d'ABS. Une délégation est reçue par l'adjoint du directeur des Ressources humaines.

Naturellement, ce n'est pas Suard, le PDG d'Alcatel-Alsthom, qui nous accueillerait ! Celui-ci est le salarié le plus élevé de France avec une paie de 20 millions de francs par an... des nouveaux francs, bien sûr ! A peu près 300 fois le SMIC ! En deux jours, il gagne ce que recevra comme prime de licenciement une ouvrière qui a travaillé trente ans à Saint-Nicolas. Alors, imaginer une rencontre avec ce « géant » du fric serait complètement disproportionnée.

Il faut dire quand même que ce person-

nage, membre du RPR et proche de Balladur, est à la tête d'un super groupe, dont le principal client n'est autre que l'Etat. Celui-ci lui achète à travers la SNCF, l'EDF, les PTT ou l'armée le minitel, le TGV, les centrales nucléaires, le câble, le matériel militaire... C'est-à-dire que son fric, c'est du fric public, et qu'il est risible de voir que ce champion du capitalisme privé n'est autre qu'un sous-traitant de l'Etat, qu'il n'a jamais eu à faire de réelles études de marché, puisque M. Suard n'a qu'à prendre les commandes... Les difficultés d'ABS sont aussi liées à la déréglementation opérée par France-Télécom, difficile de se mettre à l'économie de marché !

De ces négociations entre délégués et direction, il en est sorti que notre hôte s'est déclaré incompétent, mais qu'il allait transmettre nos doléances. Les délégués nous ont assurés que notre mobilisation était très positive et qu'on avait déjà vu des directions renoncer à des licenciements. Sur que cette journée valait le coup d'être vécue, ne serait-ce que pour se retrouver enfin tous ensemble. Ce dont souffre le mouvement ouvrier ou employé, c'est de la privatisation des individus. Chacun chez soi, le patron pour tous.

Une autre morale de cette histoire, c'est que la paix sociale à Saint-Nicolas et l'augmentation exemplaire de la productivité de cette usine (10 000 postes téléphoniques produits par jour) n'ont pas empêché la direction de sacrifier ce site. Qu'on se le dise, la soumission, c'est la mort !

Groupe de Dieppe

## TOURS DIT « NON » À L'ORDRE MORAL

« Travail, Famille, Patrie »... basta ! Quelque 400 manifestants ont défilé le samedi 13 juin devant la préfecture de Tours pour protester contre les propos de Mademoiselle (sic) Gautras, adjointe à la mairie, qui a cru bon de refuser une salle aux militants gays de la prévention contre le SIDA avant de divaguer publiquement sur le thème : « L'homosexualité n'est pas dans la nature humaine ». (cf. ML n° 875)

Une quinzaine d'organisations avaient appelé à protester contre le retour à l'« ordre moral », la criminelle irresponsabilité de s'opposer à des actions de prévention et un puritanisme imbécile aux conséquences dramatiques. Les libertaires n'ont pas été en reste dans cette dénonciation, mobilisant pour l'occasion les militants de la Fédération anarchiste au niveau local et régional, la coordination régionale antifasciste, le SCALP, le Collectif libertaire de Poitiers... Importante mobilisation, donc, pour dénoncer, outre l'incroyable idiotie d'une responsable (!) municipale, les trop fréquentes mesures répressives et discriminatoires.

## PARIS : L'ALLIANCE RÉCIDIVE

Récidive ! L'Alliance des détenus en lutte (ex-COPEL), qui s'était vu interdire, la semaine dernière, la fête de soutien aux luttes des prisonniers prévue le dimanche 14 juin sur la péniche Linguenda, quai de Grenelle, à Paris, récidive et vous convie à une nouvelle fête, le **dimanche 28 juin, de 15 h à minuit, au squat « Le Pied-de-Biche », 10, rue des Lombards, 75004 Paris.**

Au programme : des débats, dont un avec Jean-Michel Carré, auteur du reportage *Femmes de Fleury*, et sur la résistance en prison, ainsi que de nombreux concerts de rock. Participation : 40 F.

## Associations

### JOURNÉE RÉGIONALE ANTIFASCISTE À CHAMBERY

L'association « Résistance » organise des conférences-débats le **samedi 27 juin, salle Grenette, rue Grenette à Chambéry.**

Au programme : de 14 h à 16 h : « Histoire du fascisme et de la xénophobie » et « Valeurs communes à l'extrême droite et d'autres organisations ou idéologies » ; de 17 h à 19 h : « L'extrême droite dans la région » et « Ecologie et fascisme » ; de 20 h 30 à 23 h : « Quel antifascisme radical aujourd'hui, ou comment s'attaquer à l'exclusion, à la xénophobie, au racisme, proposer des alternatives économiques et sociales, hors du jeu politicien ».

« Résistance », BP 24, 73087 Cognin.

### LIBRE PENSÉE : HOMMAGE AU CHEVALIER DE LA BARRE

Le dimanche 28 juin à Abbeville, la Libre Pensée de la Somme organise un rassemblement à partir de 10 h 30 devant la statue du chevalier de la Barre, victime de l'intolérance religieuse au XVIII<sup>e</sup> siècle (cette statue est située à 200 mètres de la gare). Ce rassemblement sera suivi d'une manifestation dans les rues d'Abbeville.

### « L'ERE DU TEMPS » À LILLE

Lieu sympa, lieu baba... carrefour alternatif ouvert de 11 h à 2 h du matin, « L'Ère du Temps » vous propose sa cuisine et maintes distractions (échecs, dames, dames chi-

noises, tarot, yams, 421, jeux de cartes divers...). En outre, chaque vendredi, samedi et dimanche, « L'Ère du Temps » vous invite gracieusement à écouter un grand nombre de formations musicales régionales (chansons à texte, jazz, blues, folk, musique brésilienne), ceci de 20 h à 22 h. Si vous êtes intéressés pour vous produire à « L'Ère du Temps », renseignez-vous au 20.51.88.50, écrivez ou passez à « L'Ère du Temps » (à côté de la porte de Gand), 80, rue de Gand, 59800 Lille.

### STOP MALVILLE

Un rassemblement aura lieu le dimanche 5 juillet, à 14 h, au stade de Lhuis (face à Malville), en vue de manifester contre le redémarrage du surgénérateur (dont la décision sera connue le 3 juillet) et globalement contre l'emploi du nucléaire au détriment d'autres énergies (soleil, vent...).

A 14 h 30 : interventions en faveur de l'abandon du nucléaire et pour la promotion des économies d'énergie et des énergies renouvelables avec Jean-Luc Thierry (Greenpeace), Pierre Vanek (Contratom), Alain Cabanes (Génération Ecologie), Gérard Savatier (Comité de liaison Energies renouvelables), Max Schneider (Sunwatt bio), Pierre Radanne (Verts) et Thierry Girardot (Comité Malville).

A 16 h 30 : fête (chansons, folk, rock, jazz...).

Comité Malville de Lyon, 4, rue Bodin, 69001 Lyon.

NOUVELLES DU FRONT

# Campagne antimilitariste au Pays Basque

**Le Monde libertaire s'est fait l'écho dans de précédents numéros de la répression subie par trois jeunes insoumis du Pays Basque-Nord (dit « français »), Erik, Nikolas et Lof. Nous faisons aujourd'hui le récapitulatif de cette insoumission qui s'inscrit dans le cadre d'une campagne antimilitariste ambitieuse menée par le groupe Patxa.**

**P**ATXA est né en 1986, à la suite d'une manifestation contre la venue de Le Pen à Bayonne. Patxa (du nom d'une boisson propre à l'Euskadi) s'est bien vite singularisé par un militantisme dérangeant pour les milieux de la gauche *abertzale* (nationaliste basque). Actif, ce petit groupe, qui compte maintenant une soixantaine de militants, s'est distingué par ses squats, ses campagnes contre le viol, contre les drogues dures (crime d'Etat contre la jeunesse) et par un soutien à toutes les actions et les militants antimilitaristes. Dans la dynamique particulière d'un mouvement de la jeunesse, marquée par la vogue éphémère du rock « alternatif », le groupe Patxa a su prendre du poids politique, et cela n'est pas sans relation avec la situation du Pays Basque (où

même le rock a su rester radical !). La campagne antimilitariste présente le distingué aujourd'hui comme groupe politique à la pointe du combat au Pays Basque. Que dans le mouvement *abertzale* un groupe puisse ainsi imposer le respect à partir d'un activisme sensiblement libertaire doit être analysé le plus sérieusement possible par les anarchistes (voir encadré).

Venons-en donc à cette campagne antimilitariste. Courant 1991, trois jeunes militants de Patxa, déjà actifs sur le terrain de l'antimilitarisme, décident de s'insoumettre collectivement ; c'est dès lors l'occasion pour Patxa de lancer une campagne antimilitariste d'envergure ; le mot d'ordre (si l'on peut dire !) est clair : « Plus un jeune pour le service militaire ! ». L'insoumission, difficilement assumable par un grand nombre, sert de locomotive à une campagne d'agitation de grande ampleur. Des milliers de tracts informent les jeunes sur tous les moyens d'échapper au service militaire, c'est-à-dire aussi bien l'objection de conscience que la réforme, la coopération et bien sûr l'insoumission. Les collages d'affiches suivent.

Début décembre 1991, les trois insoumis rendent leurs papiers militaires à la gendarmerie de Bayonne, accompagnés par une centaine de personnes. Le 21 du même mois, plus de 800 personnes défilent, toujours à Bayonne (le fief de Patxa), pour l'insoumission, et ceci avec la présence des mouvements de jeunes du Pays Basque-Sud. En jan-

vier 1992, un rassemblement devant le local du Parti socialiste commémorera à sa façon « l'ignoble guerre du Golfe ». Début mai, est organisée une semaine de Pays Basque-Nord. Cette marche est officiellement interdite par la Préfecture le 30 avril. Le même jour, est arrêté le premier insoumis, Erik Lechardey. La marche est maintenue et rencontre un succès certain, mais aussi la répression... Outre les intimidations policières d'usage, c'est pendant la marche que sont arrêtés les deux autres insoumis, Nikolas Padrones et Jean-François Lefort, dit Lof. Erik et Nikolas sont bientôt transférés à Bordeaux, Lof à Poitiers.

Le 13 mai, ces trois militants entament une grève de la faim pour protester contre leur incarcération. A Bordeaux, ce sont notamment le Comité Euskadi et les libertaires (Fédération anarchiste, Organisation communiste libertaire...) qui organisent le soutien ; à Poitiers, c'est le collectif libertaire Kafka (FA et individus non organisés). Une manifestation de solidarité est organisée le 23 mai à Bayonne ; interdi-

**Le VRAI VISAGE de la "JUSTICE" FRANÇAISE**

**TOUVIER ACQUITTE**



Pour crime contre l'humanité

**LES INSOUMIS EMPRISONNES**



LOF NIKOLAS ERIK

Pour refuser de servir l'armée

Deux poids et deux mesures dans la France « socialiste ».

te par la Préfecture, elle est sauvagement réprimée par le Service d'intervention du district (SID), particularisme policier basque ! (voir *ML* n° 873). La brutalité de la répression causera un grand émoi au Pays Basque, mais laissera muet nos « grands » médias nationaux. Entre-temps, Erik et Nikolas ont été condamnés à dix mois de prison ferme ; Lof sera, lui, condamné à treize mois le 27 mai. La colère des sympathisants venus à Poitiers s'exprimera par un « retoiletage » du Palais de Justice (voir *ML* n° 874), action qui aura au moins le mérite de provoquer quelques articles dans les médias si muets auparavant.

Les insoumis font bien sûr appel, tandis que leurs demandes de mise en liberté provisoire sont rejetées (Lof motivera cette demande ainsi : « *L'antimilitarisme est une opinion, la prison ne corrigera jamais cette opinion* »). Amnesty International annoncera qu'elle prend en charge les trois insoumis en tant que prisonniers d'opinion.

Le 12 juin, le groupe Patxa annonce l'insoumission de cinq nouveaux militants, ainsi que le rejet du statut de réserviste par un ancien engagé qui a connu les « joies de la pacification » en Kanaky. D'autre part, Patxa demande à ses militants d'arrêter leur mouvement de grève de la faim, qui aura duré trente jours.

Au Pays Basque-Nord, le mouvement de sympathie suscité par cette campagne est grand, les demandes d'informations sur l'objection de conscience affluent, la campagne antimilitariste porte ses fruits. Nous y reviendrons régulièrement dans nos colonnes.

Luc Bonet

N. B. : Pour plus d'informations : Patxa, 23 bis, Tonneliers karrika, 64100 Baiona ; journal *Har Hitza*, même adresse.

**Contre la militarisation, contre la répression... en solidarité avec les trois insoumis basques : Lof, Erik et Nikolas, ainsi qu'avec les 500 réfractaires poursuivis et emprisonnés en France... rassemblement samedi 27 juin à Saint-Jean-Pied-de-Port (Garazi) au Pays Basque.**

**PATXA**

## Au-delà du nationalisme

La présentation sommaire, que nous avons faite de Patxa, montre la position particulière de ce groupe dans un champ politique délicat : le nationalisme.

L'antimilitarisme de Patxa est au-dessus de tout soupçon, ses militants l'ont dit et répété : « *le service national représente une des oppressions les plus directes et les plus significatives : incompatibilité avec notre désir d'autonomie, de responsabilité individuelle, nos valeurs solidaires, féministes.* » (*Enbata* du 22 octobre 1991). Ils ont aussi exprimé très clairement que cet antimilitarisme était dirigé contre toute armée, y compris basque (voir *Har Hitza* du 11 décembre 1991). Ceci dit, en tant qu'*abertzales*, les militants de Patxa articulent leur antimilitarisme radical autour de la dénonciation de l'armée française comme force d'occupation, au Pays Basque et ailleurs (Corse, Kanaky, pays africains).

En avril 1987, Patxa se présentait ainsi dans les colonnes du mensuel *Courant alternatif* (organe de l'OCL) : « *Même si certains nous vivent comme un groupe politique, c'est faux dans le sens classique ; pourtant que nous soyons politisés, c'est évident : le rock "radikal", ici, c'est vachement anar, autonome, avec des références anti-flics, anti-Etat, antimilitaristes... Toutes les luttes classiques du mouvement anar (du moins celui qui bouge vraiment). On a intégré tout cela.* »

Depuis, Patxa a fait du chemin. Son objectif, même si les discussions politiques qui doivent le formaliser n'auront lieu qu'à l'automne 1992, est désormais de se structurer plus sérieusement ; de peser dans la balance du mouvement *abertzale*. L'alliance avec Oldartzen (groupe de militants plus âgés et où l'influence libertaire n'est pas moins présente), ainsi que le « prestige » acquis par une campagne antimilitariste, à tout point remarquable, peut le lui permettre. Tout l'enjeu du combat de Patxa est dans le dépassement d'une problématique nationaliste bornée, qui se suffirait d'un Etat basque. Patxa pousse la réflexion et l'action beaucoup plus loin, dans une perspective anticapitaliste et anti-autoritaire.

En janvier 1988, un militant de Patxa écrivait, toujours dans *Courant alternatif* : « *La révolution en Euskadi est aussi lointaine que la révolution en France ou dans le monde, mais la vie révolutionnaire est là, se construit, s'expérimente, se critique, se transforme, évolue, et cela au sein d'un mouvement populaire.* »

L. B.

VILLEURBANNE

## Une rencontre libertaire réussie

Le samedi 23 mai, les anarchistes de la région Rhône-Alpes organisaient une journée libertaire au CCO de Villeurbanne en banlieue lyonnaise. Plus de 200 personnes sont venues rendre visite à nos amis. Bilan d'un beau succès.

Une journée libertaire à Lyon ? On n'avait pas vu ça depuis 1985. Mais s'il y a 7 ans, de précédentes journées avaient été organisées sur un week-end par l'ensemble du mouvement libertaire de Lyon (via la coordination libertaire locale), la journée de cette année l'a été par les seuls groupes FA.

Ce cru 1992, nous l'avons conçu pour des personnes qui ne nous connaissent pas ou peu, familières ou non de la politique, mais susceptibles d'être intéressées par ce que nous sommes et non par les clichés que le pouvoir véhicule sur nous.

Nous avions à cœur d'éviter de tomber dans les discours obscurs, accessibles aux seuls initiés (tout groupe humain possède son code de langage). Vu le niveau zéro de politisation aujourd'hui, nous avions conscience que pour être compris nous devions tout expliquer, y compris ce qui pour nous peut sembler évident.

Notre ambition était enfin de ne pas faire apparaître le mouvement libertaire comme un mouvement monolithique, représenté par la seule Fédération anarchiste, mais bien de montrer ce qu'il est : un mouvement pluriel, dont notre organisation n'est qu'une des composantes, elle-même riche de ses différences. C'est pourquoi, nous avions invité l'ensemble des structures libertaires lyonnaises : la librairie La Gryffe, le Collectif utilitaire lyonnais (CUL), l'imprimerie MAB, Wolnitzka, l'OCL, les éditions ACL ; ainsi que d'autres structures comme la Confédération nationale du Travail (CNT), les Cahiers anti-spécistes, le COSOPAC.

Le jour dit, ce sont plus de 200 personnes que nous avons accueillies (dont 180 entrées payantes). La grande majorité des visiteurs était de Lyon et une bonne partie rencontrait des anarchistes pour la première fois. L'ambiance chaleureuse, la qualité des débats, dont nous tenons à remercier encore les intervenants et intervenantes, auront permis à chacun de défaire ses idées toutes faites sur l'anarchisme et ses accointements sur la Fédération anarchiste... enfin, nous l'espérons. Les stands : librairie FA La Plume Noire, union locale FA, CNT, COSOPAC, Cahiers anti-spécistes, dans le hall d'entrée auront aussi joué un large rôle quant à la réussite de cette journée.

Avec une moyenne d'âge de 30-40 ans, les personnes présentes illustraient de façon magistrale que le mouvement anarchiste est à même aujourd'hui de prendre pied dans le monde du travail, et qu'il est cent lieux des stéréotypes qui voudraient que les personnes sensibles à nos idées ne puissent être que des marginaux, des pépés grincheux et des « p'tits jeunes » en pleine crise d'adolescence.

Enfin, cette journée a prouvé que la toute jeune FA de Lyon était en capacité d'organiser une manifestation de cette envergure par ses seuls moyens et cela malgré le boycott, entre autres, des médias locaux.

Du fait de ce bilan que nous jugeons, très subjectivement, globalement positif (comme on dit au PC), nous pouvons aujourd'hui vous dire à l'année prochaine pour une nouvelle édition, où nous tâcherons de faire encore mieux. A tous ceux qui nous ont aidés à rendre cette journée possible, camarades de l'Union régionale, ami(e)s d'ici et d'ailleurs, à tous les intervenants et intervenantes et à l'ensemble des participants et participantes encore merci et à bientôt pour continuer ensemble la guerre de classes !

Paul (gr. Kronstadt - Lyon)

ETATS-UNIS

## Léonard Peltier symbole d'une résistance amérindienne

Après la libération de Nelson Mandela et d'Abraham Serfati, Léonard Peltier est devenu l'un des derniers plus anciens prisonniers politiques du monde. Le 26 juin, tous les défenseurs des droits de l'homme seront au rendez-vous de cette Journée internationale de protestation contre son emprisonnement, journée appelée par le collectif d'organisation et personnalités qui le soutiennent. En France, la coordination de cette journée sera assurée par les animateurs de la revue indianiste *Nitassinan*.

Léonard Peltier, Anishinabe-Lakota (Sioux), est l'un des leaders de l'American Indian Movement (AIM) depuis sa création en 1968. Il est dans sa 17<sup>e</sup> année d'emprisonnement pour un crime qu'il n'a pas commis. Il accomplit actuellement deux peines de prison à vie consécutives, aux Etats-Unis, pour le meurtre présumé de deux agents du FBI, tués le 26 juin 1975 lors d'un échange de coups de feu sur la réserve de Pine Ridge, Sud Dakota.

Les charges pour lesquelles il a été incarcéré, aussi bien que les preuves qui ont entraîné sa condamnation, ont été entièrement fabriquées par le FBI.

Léonard Peltier n'a jamais eu de procès équitable. Le FBI a présenté des preuves balistiques falsifiées et a forcé des témoins à signer de faux affidavits. Amnesty International reconnaît que ce procès comporte de nombreuses irrégularités.

Aujourd'hui, les avocats de Léonard Peltier ont obtenu toutes les preuves de son innocence (l'expert en balistique du FBI reconnaît, dans un document délivré en 1981, que l'arme attribuée à Peltier a un percuteur différent de l'arme du crime et le procureur de la République, Lynn Crook, admet qu'il ne peut plus prouver qui a tué les agents du FBI...), mais la justice continue à refuser un nouveau procès.

Léonard Peltier a été incarcéré au pénitencier de Marion (Illinois), où sont appliquées les méthodes dites de « modification du comportement ». Il a subi l'isolement carcéral, des menaces de mort et un refus de soins médicaux qui a entraîné la cécité de son œil gauche. C'est sur la pression directe de Michaël Gorbatchev qu'il fut soigné par deux médecins soviétiques envoyés spécialement aux Etats-Unis en 1987.

Léonard Peltier est reconnu internationalement comme prisonnier politique. Il est soutenu par de nombreuses personnalités telles que le comédien et réalisateur Robert Redford, le révérend Jesse Jackson, l'archevêque de Canterbury Robert Runcie (Grande-Bretagne), l'archevêque Sud-africain Desmond Tutu (prix Nobel de la paix), Nelson Mandela avec qui il est en contact direct, de nombreux leaders politiques et religieux, 50 membres du parlement de la Chambre des représentants des Etats-Unis, 51 membres du Parlement canadien et par plus de 20 millions de personnes à travers le monde.

Le sénateur américain Daniel Inouye, président du Senate Select Committee on Indian Affairs a déposé une demande de grâce au Président des Etats-Unis, George Bush.

Le célèbre réalisateur américain Oliver Stone, en collaboration avec Robert Redford et Peter Mathiessen, désire adapter prochainement l'affaire Peltier au cinéma.

En octobre 1991, à Xelaju (Guatemala) lors de la 2<sup>e</sup> Rencontre continentale de résistance indienne, noire et populaire, les 400 représentants des peuples des Amériques ont décidé que l'un des objectifs prioritaires de la campagne continentale « 500 ans de résistance indienne, noire et populaire » serait la libération de Léonard Peltier.

Paradoxalement, l'Espagne, qui commémore avec faste le cinquième centenaire de la découverte de Christophe Colomb, a attribué en 1986 son Prix international des droits de l'homme à Léonard Peltier, pour avoir défendu l'identité culturelle et historique du peuple amérindien face au génocide.

Il faut que 1992 marque le respect des droits de l'homme sur le continent américain et que cette année soit celle de la libération de Léonard Peltier, car son nom demeure un cri de ralliement pour la lutte de tous les peuples indigènes de la planète.

Sylvain Duez-Alesandrini  
(Nitassinan/CSIA/Action Léonard Peltier)

N.B. : A Paris, la Préfecture a refusé l'autorisation de manifester devant l'ambassade des Etats-Unis ; il n'y aura donc pas de rassemblement mais un envoi de pétitions (disponibles à la librairie du Monde Libertaire). Envoyez également lettres, FAX, télégrammes à l'ambassade des Etats-Unis, 2, av. Gabriel, 75006 Paris. Tél. : 42.61.80.75, poste 2012. FAX : 42.66.40.52. Et écrivez au Président Bush, The White House, 1600 Pennsylvania Avenue, N. W. Washington, D.C., 20006, USA.

### « La Main de fer en Palestine »

Christiane Passevant  
et Larry Portis

La Brochure anarchiste n° 4

Prix : 35 F  
(port non compris).  
Chèque à l'ordre  
de Publico.

En vente à la librairie  
du Monde Libertaire,  
145, rue Amelot,  
75011 Paris.



BEN CAMARA TÉMOIGNE

## La politique de Saddam Hussein en... Mauritanie

**Ben Camara est animateur d'une émission sur Radio Libertaire, « Afrique politique » le mardi tous les quinze jours de 18 h à 19 h 15. Il est « négro-mauritanien », c'est-à-dire d'une ethnie noire de Mauritanie, et il nous expose ici une facette inconnue de la guerre du Golfe et de la politique du régime baasiste irakien dans les années qui ont précédé la guerre.**

*Le Monde libertaire* : Peux-tu nous expliquer quelles relations la Mauritanie entretenait avec l'Irak avant la guerre du Golfe ?

**Ben Camara** : La Mauritanie a entretenu des relations suivies avec l'Irak mais cela entraînait dans une politique globale définie par le régime baasiste irakien, menée par Saddam Hussein. Dans cette conception, il s'agissait de trouver trois fronts, les limites du monde arabe à défendre : la limite occidentale face au monde noir était la Mauritanie, la limite du front Sud face à l'Ethiopie, c'était le Soudan, et la limite du front oriental c'était l'Irak face à l'Iran. Dans le cadre de ces pôles, l'Irak a voulu intensifier ses relations avec chaque Etat frontière.

Et c'est ainsi que dans les années 80 l'Irak a commencé à pénétrer la Mauritanie sur le plan culturel déjà, en finançant des programmes d'éducation, et en inspirant toute une politique d'arabisation forcée, consistant à mettre à l'écart les populations négro-mauritaniennes qui, elles, ne se considéraient pas vraiment arabes et qui se sont vues marginalisées. L'Irak a aussi financé des programmes d'éducation en prenant des jeunes Mauritaniens et en les amenant à Bagdad ou un peu partout dans les villes irakiennes, pour y étudier la médecine, le droit... mais après, on a vu que quand ces personnes sont retournées en Mauritanie, elles étaient les porte-parole du baasisme.

Et donc, à partir d'un coup d'Etat qui a été initié en 1987, on a vu se mettre en place une politique de « dénégification » de la Mauritanie, qui a consisté à réprimer les officiers noirs mauritaniens, à licencier de manière massive les fonctionnaires noirs mauritaniens, et pour quoi pas à partir de 1989 à déporter massivement. Pendant toute cette période c'est l'Irak qui a financé cette politique, c'est l'Irak qui a donné les armes, c'est l'Irak qui était présent sur la place de Nouakchott. Pour donner l'exemple de la Mauritanie, pendant la crise du Golfe, les Etats-Unis face à l'Irak sont apparus pour les Noirs mauritaniens comme les sauveurs, parce que tuer Saddam Hussein, c'est l'expression qu'ils employaient, c'était tuer le mal, c'était empêcher la Mauritanie de continuer dans le sens de la « dénégification » puisque le soutien du régime mauritanien était le régime baasiste, c'était l'Irak.

Les Noirs mauritaniens ont soutenu massivement les Etats-Unis dans l'affaiblissement du régime irakien et du peuple irakien, et jusqu'à ce jour je constate aussi que la population noire de Mauritanie est satisfaite de ce qui existe, et pour elle, si on a vu un processus de démocratisation se mettre en place, de libéralisation et d'acceptation du Noir en tant que Mauritanien, c'est parce que Saddam Hussein n'est plus fort, et que la Mauritanie n'a plus son soutien. Saddam Hussein était le diable, c'était l'homme

qui, par sa force militaire, par sa force économique, a initié une politique de « dénégification ».

*Le Monde libertaire* : Est-ce que cette politique de déportation dont tu parles a pris des proportions importantes ?

**Ben Camara** : Extraordinairement importante. Il faut constater qu'à partir du 20 avril 1989 le gouvernement mauritanien a déporté plus de 300 000 Noirs mauritaniens, qui sont aujourd'hui au Sénégal et au Mali, qui vivent dans des conditions terribles, et qu'indépendamment de cette déportation, il y a 450 officiers noirs mauritaniens qui ont été exécutés sans procès, qu'il y a 2 500 fonctionnaires noirs mauritaniens qui ont été licenciés, et qu'aujourd'hui les étudiants noirs mauritaniens sont forcés à l'exil. En plus, l'arabe est devenu la langue officielle, bref, il s'est mis en place, grâce au soutien de Saddam Hussein, grâce à son financement, tout un processus qui a consisté à dire que la Mauritanie est un pays arabe, et rien d'autre ; toute la partie de la population non arabe de la Mauritanie était considérée comme non mauritanienne.

« En tant que Mauritanien,  
je ne pense pas  
que Saddam Hussein  
soit un anti-impérialiste. »

Pour donner un contenu concret à cette politique, on a simplement « dénégifié » la Mauritanie, c'est-à-dire vidé la Mauritanie de ses Noirs. Bon, évidemment à un moment ils se sont arrêtés, parce que l'opinion publique internationale n'en pouvait plus et a dit « Stop ! », mais concrètement cette politique venait de Saddam Hussein. D'ailleurs, les Noirs mauritaniens disent : nous sommes les Kurdes de la Mauritanie.

Ce qui est extraordinaire, quand on discute avec les intellectuels qui ont fait des études en Irak, c'est-à-dire l'aile baasiste mauritanienne, ils vous disent : les Noirs n'ont pas à être en Mauritanie parce qu'ils sont la souillure de la Mauritanie en tant que pays arabe, par conséquent, pour que la Mauritanie retrouve ses accents arabes, il faut « dénégifier » la Mauritanie, c'est un mot qui vient des baasistes. J'ai discuté avec un jeune ami arabo-berbère qui me disait que lorsqu'il était au Maroc, on le considérait comme non arabe parce que pour eux la Mauritanie n'était pas un pays arabe. Pour eux, dans cette logique qui se dessine, il fallait qu'il n'y ait plus de Noirs en Mauritanie, c'était clair. On est donc parti d'un point de vue complètement idiot, qui consiste à dire : si vous êtes né au Sénégal, ou si votre grand-père est né au Sénégal, vous n'êtes pas Mauritanien. Etant entendu que la Mauritanie elle-même n'a existé qu'à partir des années 60, est-ce que le territoire où vivent les Noirs

aujourd'hui, qui fait partie de la Mauritanie, était un territoire sénégalais avant l'indépendance, personne ne peut le dire, tous ces prétextes qui ont été donnés sont des prétextes complètement idiots, et finalement la seule réalité, c'est la « dénégification ». Affaiblir le régime irakien, affaiblir l'Etat irakien et tout le système d'expansion irakien, c'est donner aux Noirs mauritaniens une chance de revenir dans leur pays.

*Le Monde libertaire* : Le régime politique mauritanien continue-t-il sur les mêmes positions ?

**Ben Camara** : Le régime politique mauritanien continue plus ou moins sur les mêmes positions, mais en mettant la pédale douce, dans son langage et dans sa pratique. Il n'y a plus de déportation en Mauritanie ; depuis que l'Irak est tombé, la Mauritanie n'a plus de soutien à l'extérieur, elle est devenue isolée, et aujourd'hui tout le monde exige de la Mauritanie que les déportés reviennent, que la démocratisation reprenne sa marche. Aujourd'hui les Noirs s'expriment en Mauritanie, même s'ils sont encore réprimés, il y a eu beaucoup de changements. Au début de la guerre, le régime mauritanien a soutenu Saddam Hussein, comme le régime du Soudan, mais deux semaines après le conflit, le régime mauritanien n'a plus soutenu Saddam Hussein, alors qu'au départ, avant le 15 janvier, il y a eu des manifestations à Nouakchott, orientées, guidées par le régime politique : on voyait des femmes maures se promener dans la rue avec des tenues où était imprimé le portrait de Saddam Hussein ; deux semaines après, quand on s'est rendu compte que Saddam Hussein avait été battu, le régime mauritanien a empêché les femmes de porter ces tenues, les discours à la radio ont changé, bref on ne soutenait plus, c'était le silence total.

*Le Monde libertaire* : Penses-tu que Saddam Hussein est un anti-impérialiste ?

**Ben Camara** : En tant que Mauritanien je ne crois pas que Saddam Hussein soit un anti-impérialiste, ma conception personnelle est que Saddam Hussein est un impérialiste, un homme qui voulait la puissance, le baasisme est un régime qui veut la puissance, je crois que toutes ces idées, le pan-arabisme, le pan-africanisme, sans contenu deviennent des dangers, et manipulés par quelques-uns, cela devient encore des dangers pires, mais je ne suis pas comme les Noirs mauritaniens qui confondent le régime de Saddam Hussein et le peuple irakien, je fais une distinction, de même que je fais une distinction en Mauritanie entre le régime et la population arabo-berbère. Que le régime mauritanien soit baasiste, c'est clair, qu'il ait réprimé les Noirs, c'est clair, qu'il ait été soutenu par Saddam Hussein, c'est clair, mais je ne crois pas qu'on puisse dire que les populations irakiennes soutenaient ce qui se passait en Mauritanie, et je crois que les Noirs d'Afrique, dans cette optique de lutte pour les droits de l'Homme et contre les impérialismes, d'où que viennent ces impérialismes, doivent soutenir la lutte du peuple irakien pour que l'embargo cesse, il faut distinguer les deux problèmes, et c'est en distinguant les deux problèmes qu'on fera une analyse correcte et juste.

Propos recueillis par  
René Berthier

SITU

## « Lettre de Staline à ses enfants enfin réconciliés de l'Est et de l'Ouest »

Raoul Vaneigem, éditions Manya

C'EST un fait, dans ce livre comme dans tous ceux qui l'ont précédé, Raoul Vaneigem fait montre d'un brio certain dans l'art de chier dans les bottes du vieux monde. Des petites merdes dures qui font boiter la bête ! Et des colombins si mous qu'ils lui font claquer les varices d'aise !

Premier degré, second degré, en dessous de la ceinture, droit au cœur, les yeux dans les yeux, les yeux dans la bière, par devant, par derrière, à grands coups de marteaux pilons, à petits coups d'épingle, avec plaisir, avec mélancolie, parce qu'il n'en peut plus, parce qu'il n'en peut mais... Raoul Vaneigem fait toujours mouche.

Dernier sujet de ricanement assassin en date, l'effondrement des pays de l'Est, dont certains pensent qu'il relève d'une victoire de la démocratie bourgeoise et que Raoul Vaneigem nous dépeint comme le triomphe du stalinisme qui tel un judoka utilise la force de l'adversaire pour l'envoyer au tapis.

Provocateur, Raoul Vaneigem, sûrement ! Mais à y bien réfléchir... A y bien réfléchir, entre la bourgeoisie rouge et la

nomenklatura managérienne, entre l'Etat totalitaire et l'étatisme rampant, entre les goulags et les taules de l'exclusion sociale, entre la pauvreté et la nouvelle pauvreté, entre le chômage larvé et le chômage ordinaire, entre la corruption et l'appât de profit, entre la soif de pouvoir des uns et la soif de pouvoir des autres, entre l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme version marxiste et celle version capitaliste... qui de Staline ou de Bush-Kohl-Major-Tonton est vraiment le gagnant ?

Qui du capitalisme d'Etat ou du capitalisme étatique a tiré le pompon ? Qui du moujik « empopé », pressuré, abruti de vodka, de nationalisme... et de l'esclave salarié, « chômarisé », pressuré, abruti de whisky, de nationalisme a gagné le gros lot ? Je vous le demande !

Raoul Vaneigem, lui, ne se le demande pas ! En 96 pages tonitruantes, matraquantes, pétaradantes, virevoltantes et dérisantes, il nous explique par la voix de Staline que... le changement d'illusions relève purement et simplement de l'illusion du changement, et qu'à ce petit jeu le petit père Staline

(Dieu ait son âme !) ne peut que se réjouir de voir son empire passer du stade du féodalisme à celui de la royauté.

Bien évidemment, les mauvais esprits ne manqueront pas de persifler sur le fait que Raoul et ses phrases à dum-dum que veux-tu se contentent désormais de tirer sur un moribond et n'ont plus cette fraîcheur qui mêlait jadis le désespoir à l'espoir au point d'ouvrir des portes à la révolte mais... c'est bien connu, le situationnisme ne fait rien à l'affaire tant il est vrai que le pire n'est pas tant la vieillesse que ce qui fait vieillir, et de ce point de vue Raoul Vaneigem n'est hélas pas seul en cause.

Enfin, entre deux bourbons et trois persévérances, on pourra toujours se consoler en lisant ou relisant le somptueux *Traité de savoir vivre à l'usage des jeunes générations*, écrit en 1967 par un certain Raoul Vaneigem qui vient d'être réédité chez Folio !

Jean-Marc Raynaud

N. B. : Prix : 69 F. En vente à la librairie du Monde Libertaire (chèque à l'ordre de Publico).

Radio Libertaire (89.4)

« Fondu au Noir »

(émission cinéma)

un dimanche sur deux de 16 h à 18 h

BRASSENS

## « Mort aux vaches, mort aux lois, vive l'anarchie ! »

J'ai rendez-vous avec vous... Tel est le titre d'un album d'une trentaine de pages, richement illustrées, qu'a publié Jean-Pierre Brown, sous l'égide de la bibliothèque municipale de Chelles, justement nommée... Georges-Brassens ! (1) Au fil des pages, le lecteur découvre quelques-uns des « copains » du chanteur : Gibraltar, Marcel Amont, Jean-Pierre Chabrol, Joël Favreau, Pierre Louki et d'autres encore qui apportent un court témoignage sur celui qui faisait crier « Vive l'anarchie ! » à « un vieux maréchal des logis » (*L'Hécatombe*).

A signaler, toujours sur Brassens, un article de Henri Bouyé et Georges Fontenis dans *Courant alternatif* du mois d'avril. Relatant « comment Brassens a débuté », ils s'attardent sur le parcours militant du personnage au sein de la Fédération anarchiste et du mouvement libertaire. S'il n'a guère lu

Bakounine et Kropotkine, si, « anarchiste d'humeur », il fut « plus littéraire et sentimental que militant au sens propre », il ne fut jamais chassé de la FA, comme des journalistes l'ont affirmé rapidement, et a toujours conservé de chaleureux contacts avec ceux qu'il côtoyait quand il collaborait au *Libertaire*, l'ancêtre du *Monde libertaire*. « Oui, Brassens fut sinon un militant combatif, au moins un véritable libertaire. Sa célébrité, seule, le fit s'éloigner », concluent Bouyé et Fontenis.

Maintenant que le bruit fait autour des dix ans de la mort de Brassens s'apaise, nous allons enfin pouvoir reprendre ses disques, en toute tranquillité, et les savourer à loisir !

Thierry Maricourt

(1) Bibliothèque municipale Georges-Brassens, 28/30, rue Louis-Erlet, 75500 Chelles. Prix de l'album : 50F.

### « Itinéraire »

« A l'occasion d'un numéro consacré à Henry Poulaille, la revue *Itinéraire* recherche des témoignages et documents sur le Musée du soir (1935-1940) : lieu d'études, de rencontres et de discussions prolétariennes. Nous envisageons d'effectuer des interviews et renverrons, après utilisation, tout document qui nous sera confié. Ecrire à *Itinéraire*, 1, bis, rue Emilie, 77500 Chelles, pour prise de contact. »

## Ciné sélection

### « Côté court » à Pantin

A Pantin, si le cinéma Le Carrefour ferme ses portes, le Ciné 104, salle d'art et d'essais, fête son cinquième anniversaire par un festival de courts métrages, « Côté court », le premier en Seine-Saint-Denis et le seul en région parisienne.

Depuis la disparition de celui d'Epinau, seul le festival de Maison-Laffite s'était efforcé de survivre. Un comble pour la capitale d'un des principaux pays producteurs de courts métrages : 400 films par an. En revanche, le circuit de diffusion est loin d'être une réussite. On note, certes, un regain d'intérêt suscité par l'effet Rochant et l'effet Jeunet. Certains « combattants solitaires », Eric Bitoun à l'Action République, Jacques Richard à Confluence, pour ne citer qu'eux, animent depuis des années des séances de courts métrages qui connaissent un réel succès. Les salles d'art et d'essais, l'Agence du court métrage, les festivals régionaux font un important effort de diffusion, mais ne peuvent pallier la carence du circuit commercial : la publicité remplace inexorablement le court métrage. Un secteur de recherches, original et audacieux, est étouffé dans l'œuf chaque année : les films restent dans les boîtes, pour en sortir, le temps d'un festival...

A Saint-Denis, parmi les organisateurs, on retrouve des anciens d'Epinau et de Cinescope. Née de l'amère constatation d'un projectionniste au contrôle technique : il ne voyait jamais les films sortir en salle, la petite association mourut faute d'aides. Après avoir « cassé leur tirelire » pour financer les premières nuits du court métrage, ses membres n'ont pas perdu leur bel enthousiasme : les nuits ont été un succès malgré leur coût onéreux (2 000 F l'heure de location), et leur heure tardive obligatoire (pour faire une séance de court métrage aux heures ouvrables, il faut payer au distributeur du long métrage sacrifié la recette intégrale qu'il aurait pu faire).

Le Ciné 104 ne connaît pas ces problèmes. C'est une salle d'art et d'essais municipale, qui diffuse avec succès, depuis cinq ans, des films d'auteurs précédés d'un court métrage, comme il se doit.

Intégrales de Godard, Doillon, Eustache, Moretti, Wenders ; cycles d'Oshima, Mikhailov, Oueddugo, Duras, Rossellini ; rétrospectives de Bergman, Garrel, Dreyer ; panoramas avec le cinéma italien, algé-

rien, malien, portugais, soviétique ; hommages à Orson Welles, Demy, Etain et Tati ; festival des premiers films SRF, ACRIF... On devine tout de suite quelle est la politique du Ciné 104.

Adhérent au Réseau alternatif de diffusion (RAD), le directeur, Jacky Evrard, n'hésite pas à programmer des séances entières « Côté court ». Le public suit.

Les quatre organisateurs ont visionné 300 films pour en retenir 40. Sélection, hélas, encore et toujours, mais qui donne, on s'en douterait, une bonne part au cinéma de recherche.

Place aux premiers films, au GREC, et au moyen métrage. Souvent exclus des festival à cause de leur durée (barre à 15 ou 26 minutes d'habitude).

Regroupés en sept programmes d'une heure trente, les films en compétition concourent du 20 au 27 juin, pour l'un des quatre prix. Les séances quotidiennes seront à 14, 16, 18, 20 et 22 heures. (cf. ML n° 876)

Pour les enfants, il y a des séances le mercredi 24, le samedi 27 et le dimanche 28 juin (14 et 16 h). Dans la petite salle, on reverra avec plaisir *Le Porte Plume* de Marie-Christine Perrodin (César de l'animation 1989), les films de Michel Ocelot, d'Olivier Esmein entre autres...

Le Ciné 104 est traditionnellement lieu de rencontres : citons Godard, Brisseau, Claude Miller, Claire Devers, Patricia Mazui, Françoise Etchebarari et Jessica Fordes, Bouchitey, Jean-Pierre Thorn, Bergala... Il ne manquera pas, car tous les jours à partir de 18 h 30, des débats publics en plein air permettront de rencontrer réalisateurs et équipes dans l'espace-jardin (entrée libre). La Coopérative du court métrage sera notamment présente. Dépêchez-vous, car il ne reste plus que quelques jours !

M. R.

N. B. : Festival « Côté court », premier festival de court métrage en Seine-Saint-Denis, depuis le 19 juin et jusqu'au 28 juin, au Ciné 104, 104, avenue Jean-Lolive (M° Eglise-de-Pantin), 93500, Pantin. Tél. : 48.46.95.08.

L'EXPRESSION LIBERTAIRE & ALTERNATIVE SUR RADIO CAMPUS (91.4) A LILLE

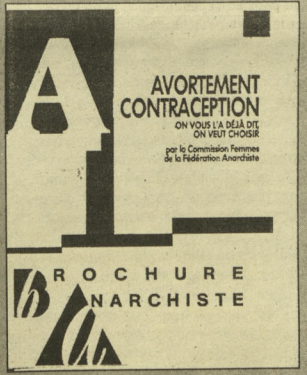
- Lundi, 20 h 30 : « Ecrasons la vermine » : punk-hardcore news ;
- Mardi, 14 h : « Raw Power » : punk ;
- Jeudi, 14 h : « Six cordes pour les pendre » : infos critiques et guitare ;
- Vendredi, 8 h : « Sur moi cruel » : musiques subversives et esprit critique ;
- Vendredi, 20 h 30 : « Voix sans maîtres » : magazine du Centre culturel libertaire ;
- Samedi, 19 h : « Humeurs Noires » : chroniques libertaires de la FA ;
- Dimanche, 11 h : « Chant des gueux » : poésies et chansons engagées ;
- Dimanche, 21 h : « Les Fiamands Roses » : si t'es gay, ris donc (expression gay et lesbienne).

Radio Campus c/o USTL, Flandres-Artois, 59655 Villeneuve d'Ascq cedex. Tél. : (016) 20.91.28.75.

### « Avortement Contraception »

La Commission « Femmes » de la FA La Brochure anarchiste n° 3

Prix : 35 F (port non compris). Chèque à l'ordre de Publico. En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



**R**ENDEZ-VOUS

**AUBAGNE**

Le groupe FA d'Aubagne peut être joint en écrivant à : Groupe Idée Noire, BP 47, 13672 Aubagne cedex. Par ailleurs, il tient une table de presse chaque 1<sup>er</sup> samedi du mois (en matinée) sur le marché d'Aubagne.

**CHARTRES**

Le groupe Georges-Cochon tient une permanence chaque premier mercredi du mois à l'hôtel Malleyse entre 20 h 30 et 22 h.

**GÉMENOS (Bouches-du-Rhône)**

L'Union régionale Méditerranéenne organise les 6<sup>es</sup> Rencontres libertaires les 11 et 12 juillet, au quartier du Vaisseau (RN 8), à Gémenos (près d'Aubagne).

**Au programme :** spectacles, débats, stands, bouffe, buvette... Camping assuré. **Pour s'y rendre :** en venant de Toulon ou de Marseille par l'autoroute, prendre la sortie indiquant Gémenos. A l'entrée de Gémenos, ne pas entrer dans le village, mais prendre la direction de Cuges-les-Pins (le parcours sera fléché aux environs de Gémenos). Si vous ne trouvez pas, téléphonez au : 42.32.01.62.

CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex.

**LILLE**

A l'occasion du retour du camarade Dagoberto au Salvador (réfugié en France depuis deux ans et demi), le Centre culturel libertaire Benoit-Brouthou de Lille organise un pot de l'amitié le samedi 27 juin à partir de 16 h, au 1/2, rue Denis-du-Péage (M<sup>e</sup> Fives).

**Au programme :** projection du film *Salvador* (film en V.F. d'une durée d'une heure et quart, véritable « réquisitoire sans complaisance contre un gouvernement cruel et répressif qui utilise de meurtriers escadrons de la mort, issus de la Garde nationale, pour s'occuper de ses insurgés et dissidents », d'Oliver Stone, le réalisateur de *Platoon*), sangria et débat sur la situation actuelle au Salvador. Venez nombreux !

**LILLE**

Le groupe Humeurs Noires peut être joint en écrivant à : Groupe Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul cedex. Permanence à partir de 19 h, tous les mercredis à la Maison de la Nature et de l'Environnement, 23, rue Gosselet à Lille.

**NICE**

Le groupe FA tient deux permanences : mercredi et samedi de 15 h à 18 h, à l'ADCL, 8, rue Richelmi, quartier Riquier, 06000 Nice.

**TOULON**

Le mouvement anarchiste de Toulon et sa région tient deux permanences chaque mercredi et vendredi de 17 h à 19 h 30 au Cercle Jean-Rostand, immeuble Lamer, rue Montebello (derrière la gare). On y trouve une bibliothèque et une table de presse avec affiches, revues, livres, autocollants, Tee-shirt, brochures...

**P**ARUTIONS

**PRESSE**

Le n° 4 (mai-juin 1992) de *Noir*, journal de l'Union régionale Méditerranéenne de la Fédération anarchiste, est paru. Vous pouvez l'acheter au prix de 5 F en écrivant au CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex ou à l'ADCL, 8, rue Docteur-Richelmi, 06000 Nice. Abonnement pour 6 numéros : 48 F (port compris), à adresser, au choix, à l'ordre du CECL ou de l'ADCL.

**PRESSE**

Le n° 90 (juin 1992) de *Contre vents et marée* vient de sortir. Vous pouvez l'acheter au prix de 5 F à « Contre-Courants », La Ladrère, 38080 Saint-Alban-de-Roche, ou la librairie du Monde Libertaire. Soutenez CVM en vous y abonnant au prix de 50 F (les chèques sont à libeller à l'ordre de « Contre-Courants »).

# « Dieu et l'Etat » de Bakounine

Le groupe Fresnes-Antony de la FA réédite le texte de Bakounine, « Dieu et l'Etat », dans le cadre de la revue *Volonté anarchiste*.

Profitant de cette réédition, René Berthier se penche sur ce texte et le replace surtout dans son contexte, puisque « Dieu et l'Etat » n'est, en fait, qu'une partie d'un texte plus long.

**C**E TEXTE est un des plus connus de Bakounine. Il s'agit d'un écrit posthume publié en 1882 par Elisée Reclus, qui en a trouvé le titre. C'est un manuscrit présenté à l'époque comme inédit, qui commence de façon abrupte et se termine brutalement en plein milieu d'une argumentation, et qui laisse le lecteur sur sa soif. *Dieu et l'Etat* a été réédité de nombreuses fois depuis 1882 (90 éditions en de multiples langues), avec sa fin inachevée : or, ni Reclus ni Kropotkine, qui s'est occupé de la publication, ni, semble-t-il, les éditeurs successifs, ne se sont rendus compte que ce manuscrit « inachevé » se retrouvait, sous sa forme achevée, dans un texte qu'ils avaient pourtant sous la main, que Bakounine avait intitulé *La révolution sociale ou la dictature militaire*, puis renommé *L'Empire knouto-germanique*, publié en avril 1871.

En réalité, donc, *Dieu et l'Etat* n'est qu'un passage que Bakounine n'a pas fini de recopier, tiré d'un manuscrit qui, lui, est complet et qui fut effectivement publié. Le lecteur qui

voudra consulter l'ensemble, et connaître la suite de l'argumentation interrompue de Bakounine dans *Dieu et l'Etat*, pourra donc se reporter à *L'Empire knouto-germanique*, éditions Champ libre, volume 8 : le texte connu sous le nom de *Dieu et l'Etat* commence page 87 et se termine page 144 : il reste encore 48 pages à lire, jusqu'à la page 192.

Ces quelques remarques ne retirent rien de l'intérêt de la brochure. Le titre, *Dieu et l'Etat*, rappelle une préoccupation constante de l'anarchiste russe : l'Eglise et l'Etat sont deux institutions étroitement imbriquées, et, lorsque Bakounine parle de l'abolition de l'Etat, il est rare qu'il n'évoque pas aussi celle de l'Eglise.

L'histoire de l'homme, selon lui, commence par la révolte et par la pensée : la connaissance et la liberté sont la récompense de l'acte de désobéissance exprimé dans le mythe chrétien des origines. La religion n'est, à ce titre, que la description fabuleuse de l'évolution qui, de l'animalité, conduit à l'humanité.

Le développement de l'humanité est lent, et ne se fait pas sans divagations. Chaque époque produit un ensemble d'explications du monde, explications auxquelles participe la religion. L'histoire des religions n'est que l'histoire du développement de l'intelligence et de la conscience collective des hommes. L'approche matérialiste et athée de Bakounine (1) conduit à expliquer l'idée d'un monde surnaturel en retraçant la genèse des causes qui ont produit l'idée de Dieu. C'est le seul moyen qui permette d'attaquer l'idée de Dieu dans ses profondeurs. On se rend alors compte que « l'idée divine est une erreur historiquement nécessaire (2) dans le développement de l'humanité ». La religion est une tentative, erronée certes, de découvrir la rationalité des phénomènes naturels et sociaux.

Le dépérissement de la religion sous ses formes traditionnelles s'accompagne du surgissement de formes mieux adaptées à l'époque contemporaine ; la science ressemble dans une certaine mesure à la religion : par son objet, les abstractions, et par son ignorance des hommes réels. La caste des savants possède beaucoup d'analogies avec celle des prêtres. Mais ce n'est pas la science elle-même qui est visée, plutôt la prétention de la science à gouverner. Si Bakounine préconise la révolte de la vie contre le gouvernement de la science, il nous avertit contre les dangers de la science lorsqu'elle est utilisée pour justifier et rationaliser un système inique.

Cette rapide évocation des thèmes abordés par Bakounine pourra, j'espère, inciter les lecteurs à acheter la brochure. On peut regretter cependant que les camarades de Fresnes-Antony n'aient pas ajouté la suite de l'argumentation de Bakounine sur l'éclectisme, cette école philosophique qui tentait de réconcilier la révolution avec la réaction, et qui a produit un « plat métaphysique », une « vinaigrette philosophique » qui a « condamné plusieurs générations de suite à une indigestion de cerveau ». Le lecteur aurait ainsi pu constater que la « nouvelle philosophie » d'aujourd'hui n'a rien de particulièrement nouveau...

René Berthier

« ...la religion [...], une protestation instinctive de l'homme contre son existence misérable. »

Du point de vue sociologique, la religion n'est pas tant une aberration de l'esprit qu'un « mécontentement du cœur », une protestation instinctive de l'homme contre son existence misérable. En fait, ce n'est pas Dieu qui a créé l'homme, mais l'homme qui a créé Dieu. La religion est une création humaine, elle est l'image renversée et agrandie de l'homme. Cette idée, héritée de la philosophie allemande, revient constamment sous la plume de Bakounine.

L'analyse matérialiste du phénomène religieux s'accompagne évidemment d'une critique de l'idéalisme (3) dont la démarche est l'inverse de celle du matérialisme : au lieu de poser l'homme et d'expliquer ensuite l'existence de Dieu comme une création de l'esprit humain, il pose d'abord Dieu puis en déduit l'homme. Dieu est tout, et par une chute terrible on arrive à l'homme. Mais dans la pratique, dit Bakounine, Dieu est « la masse avec laquelle les hommes ont abattu la liberté ». Car il a besoin de révélateurs qui expriment sa volonté et qui exercent un pouvoir jaloux : devant eux, la justice terrestre doit s'incliner. On trouve ainsi sous la plume de Bakounine une superbe définition de l'intégrisme religieux (p. 48), que je laisse au lecteur le plaisir de découvrir...

On a souvent reproché aux écrits de Bakounine d'être brouillons et peu cohérents. Bakounine avait d'ailleurs conscience de cette faiblesse en « architecture littéraire » qui le caractérisait. Cette remarque pourrait à la rigueur être recevable si on attendait de lui une théorie achevée, un travail de conceptualisation qui serait le résultat d'un long travail fait à tête reposée. Le mode de vie de Bakounine le lui interdisait. Il écrivait vite, à des correspondants, et son objectif est toujours pratique, immédiat : prévenir les militants des embûches dans lesquelles ils risquent de tomber, les encourager à l'action. Le texte présenté ici, pour peu qu'on ne le lise pas superficiellement, est au contraire très cohérent, bien qu'on puisse être un peu dérouter par le fait qu'il passe, selon les besoins, de l'argumentation logique à l'explication historique puis aux réflexions sur la politique contemporaine : c'est en fait ce dernier point qui intéresse Bakounine : la critique impitoyable des « socialistes bourgeois » qui rejettent en détail la religion mais n'osent pas la repousser en gros, la critique de ces hommes au fond sceptiques mais qui pensent que la religion est indispensable parce qu'elle concourt au maintien de l'ordre.

- 1) Dans le paragraphe qui précède celui par lequel commence *Dieu et l'Etat*, mais non publié ici, Bakounine se réclame explicitement d'une méthode qu'il appelle « matérialisme scientifique ».
- 2) Dans le langage philosophique, le mot nécessaire ne signifie pas indispensable mais inévitable. Cette précision est « nécessaire » pour une bonne compréhension du texte.
- 3) L'idéalisme en philosophie, n'a, là encore, pas le même sens que dans le langage courant. Il ne signifie pas « avoir un idéal », mais désigne un courant de pensée selon lequel la pensée pré-existe à la matière, ce qui, évidemment, implique inévitablement l'idée de Dieu, puisque la seule pensée qui ait pu exister avant la création du monde (de la matière), c'est celle... du créateur.

N.B. : *Volonté anarchiste*, éditions du groupe Fresnes-Antony. En vente au prix de 40 F à la librairie du Monde Libertaire.

La Fédération anarchiste vous intéresse, n'hésitez pas à prendre contact en écrivant aux Relations intérieures de la FA, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

**SOMMAIRE**

- PAGE 1 : Colère paysanne (suite en p. 3), Le philosophe et la « pensée sauvage » (suite en p. 2), Edito : De la modernité.
- PAGE 2 : Le philosophe et la « pensée sauvage » (suite de la « une »).
- PAGE 3 : Colère paysanne (suite de la « une »), Vive la charité ! (billet d'humeur), Nouvelles du front.
- PAGE 4 : Alcatel Saint-Nicolas... histoire d'une usine qui va mourir, Brèves, Associations.
- PAGE 5 : Campagne antimilitariste au Pays Basque, Patxa... au-delà de nationalisme, Une rencontre libertaire réussie à Villeurbanne.
- PAGE 6 : Léonard Peltier symbole d'une résistance amérindienne, La politique de Saddam Hussein en... Mauritanie.
- PAGE 7 : « Lettre de Staline... » de Raoul Vaneigem, Brassens... « Mort aux vaches, mort aux lois, vive l'anarchie ! » Ciné sélection : « Côté court » à Pantin.
- PAGE 8 : « Dieu et l'Etat » de Bakounine, Le dessin de la semaine, Infos FA.

**Le dessin de la semaine**

**11 ANS DE SOCIALISTE !!**



**AFFICHE DE SOUTIEN AU « MONDE LIBERTAIRE »**

Une grande affiche de propagande en faveur du Monde libertaire vient d'être éditée. Elle dénonce la classe politique, vante les mérites de notre hebdo et propose un abonnement gratuit de quatre numéros pour les nouveaux lecteurs.

Prix de vente : 5 F l'unité & 1,50 F au dessus de 5 exemplaires (mais attention, les commandes se font par l'envoi de rouleaux de 50 affiches minimum).

Librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Publico.